

## 2. LA GOUVERNANCE STRATÉGIQUE

### La gestion des risques

Les pays membres de l'OCDE ont été fortement touchés par des chocs perturbateurs au cours des dernières décennies, avec des retombées économiques croissantes.

Au cours des trente dernières années, le nombre de ces chocs est passé d'environ 100 par an à parfois plus de 300 par an sur l'ensemble des pays de l'OCDE, et ils ont provoqué des centaines de milliards de pertes annuelles. Ces chocs posent de multiples difficultés aux pouvoirs publics, mettent en péril de nombreuses vies et peuvent perturber l'activité des petites et moyennes entreprises et des sociétés transnationales. De vastes infrastructures d'importance vitale peuvent également être menacées, avec des effets dévastateurs, comme l'a démontré en 2011 le Grand séisme de l'est du Japon. Ces chocs perturbateurs à grande échelle ont conduit les pays à renforcer leurs politiques de gestion des risques, notamment sur le plan de l'identification et de l'évaluation des risques et de la mise en œuvre de mesures visant à renforcer la résilience.

La gestion des risques majeurs dans l'ensemble des pays de l'OCDE nécessite un appui au plus haut niveau politique, mais aussi un engagement en faveur de la réduction des risques à tous les niveaux de l'administration et du territoire, y compris les collectivités locales. Il faut pour cela instaurer des cadres stratégiques permettant de coordonner les grandes orientations, les capacités et la gouvernance afin que l'action publique puisse tenir compte des risques. La réduction des risques est supervisée par le centre de gouvernement (généralement le cabinet du Premier ministre) dans quatre pays de l'OCDE, et une coordination centrale est assurée dans la plupart des autres, souvent au niveau du service national chargé de la protection civile.

Par ailleurs, les politiques de gestion des risques ont été systématisées à l'échelle de l'ensemble des secteurs, à travers des stratégies, des plans et des outils. Parmi les pays de l'OCDE ayant lancé des examens interdisciplinaires de l'intégration de la gestion des risques aux politiques et investissements publics, la quasi-totalité prennent systématiquement en compte la gestion des risques de catastrophe dans leurs stratégies et leurs plans sectoriels en matière d'investissements publics. En revanche, seuls les deux tiers procèdent à des analyses coûts-avantages de la gestion des risques dans la conception et l'exploitation des investissements publics majeurs. L'importance attribuée à l'échelon local est illustrée par la mise en place, dans 86 % des pays de l'OCDE, de cadres juridiques pour les responsabilités locales et, dans près des deux tiers d'entre eux, d'une réglementation tenant compte des risques pour l'occupation des sols et la promotion immobilière privée. Toutefois, la proportion d'autorités locales recevant des subventions régulières destinées à la réduction des risques de catastrophe est bien moins forte (62 %). Or, ce cadre juridique favorable restera dépourvu d'effet si les administrations locales ne bénéficient pas des ressources nécessaires pour mener à bien des activités de réduction des risques.

Pour les pouvoirs publics, la difficulté consiste à organiser une action intégrée permettant de relever des défis multidisciplinaires. À cet égard, les évaluations nationales du risque constituent un outil important qui peut permettre d'élaborer une stratégie de gestion intégrée multi-aléas en matière de gestion des risques. Toutefois, plus de la moitié des pays de l'OCDE effectuent ces évaluations de manière intégrée, en suivant une démarche multi-aléas et en incluant les risques futurs probables.

Par rapport aux défis auxquels doivent faire face les pays à faible revenu, le niveau atteint dans les pays de l'OCDE en matière de gestion des risques est élevé. Néanmoins, avec

l'exposition grandissante aux risques et l'évolution des profils de risque, les pertes économiques continuent de croître, en dépit d'une tendance à la baisse des décès dus aux catastrophes. Les systèmes d'alerte précoce ont permis une diffusion efficace des messages d'alerte vers les populations menacées, qui, de leur côté, savent généralement comment y réagir. La sensibilisation au risque s'est également améliorée dans de nombreux pays, notamment grâce à des campagnes publiques efficaces et à l'inscription des grands principes de la gestion des risques aux programmes de l'enseignement primaire, secondaire et supérieur.

#### Méthodologie et définitions

Les données sur les catastrophes reposent sur la base de données OFDA/CRED sur les catastrophes internationales (EM-DAT) développée par l'Université catholique de Louvain-Bruxelles, Belgique. Les pertes sont fondées sur les estimations de SwissRe. La plateforme en ligne gérée dans le cadre de la Stratégie internationale des Nations Unies pour la prévention des catastrophes permet d'accéder à des rapports d'étape par pays sur les progrès réalisés au regard des objectifs du Cadre d'action de Hyogo ([www.preventionweb.net/english/hyogo/](http://www.preventionweb.net/english/hyogo/)). Les données présentées ici renvoient à la dernière période considérée (2011-13). Les rapports d'étape reposent sur une auto-évaluation réalisée à l'aide de processus associant de multiples parties prenantes. Enfin, des renseignements ont été obtenus au moyen d'un ensemble de questionnaires de l'OCDE, puis d'entretiens téléphoniques réalisés en 2012, en collaboration avec des agents publics et d'autres experts du Forum à haut niveau de l'OCDE sur les risques.

Le graphique 2.17, Nombre total de catastrophes par an (1980-2010), est disponible en ligne à l'adresse <http://dx.doi.org/10.1787/888932941101>.

#### Pour en savoir plus

OCDE (2012), *Disaster Risk Assessment and Risk Financing: A G20/OECD Methodological Framework*, OCDE, Paris, [www.oecd.org/gov/risk/G20disasterriskmanagement.pdf](http://www.oecd.org/gov/risk/G20disasterriskmanagement.pdf).

SwissRe (2011), « Closing the financial gap: New partnerships between the public and private sectors to finance disaster risks », SwissRe Economic Research and Consulting, Zurich, [http://media.swissre.com/documents/pub-closing-the-financial-gap\\_w1.pdf](http://media.swissre.com/documents/pub-closing-the-financial-gap_w1.pdf).

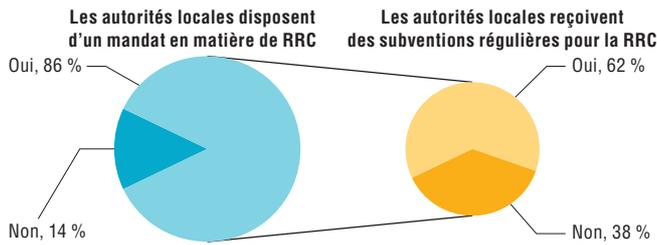
UNISDR (2013), « Réduction du risque de catastrophe : Bilan mondial – Du partage des risques aux bénéfices partagés : Analyse de la rentabilité de la réduction des risques de catastrophe », Bureau des Nations Unies pour la prévention des catastrophes, Genève, [www.preventionweb.net/english/hyogo/gar/2013/en/gar-pdf/GAR2013\\_FR.pdf](http://www.preventionweb.net/english/hyogo/gar/2013/en/gar-pdf/GAR2013_FR.pdf).

#### Notes relatives aux tableaux

On ne dispose pas de données pour l'Autriche, la Belgique, le Danemark, l'Estonie, l'Irlande, l'Islande, Israël, le Luxembourg et la République slovaque.

2.16 : Les informations sur le Canada sont issues des données du Cadre d'action de Hyogo pour la période 2009-11.

#### 2.14. Autorités locales des pays membres de l'OCDE disposant d'un mandat et d'un budget en matière de réduction des risques de catastrophe (RRC)



Source : Données tirées des rapports d'étape sur le Cadre d'action de Hyogo publiés à l'adresse : [www.preventionweb.net/english/hyogo/progress/?pid:3&pil:1](http://www.preventionweb.net/english/hyogo/progress/?pid:3&pil:1).  
StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933158724>

#### 2.15. Responsabilités en matière de coordination de la RRC dans les pays de l'OCDE

Responsabilité de la coordination de la RRC :	
Cabinet du Premier ministre	Australie, France, Nouvelle-Zélande, Turquie
Unité centrale de planification et/ou de coordination	Chili, Corée, Égypte, Grèce, Japon, Norvège, Pologne, Royaume-Uni, Suisse
Service de la protection civile	Australie, Finlande, France, Italie, Norvège, Portugal, Slovénie, Suède
Organisme de planification de l'environnement	France, Suisse
Ministère des Finances	France

Source : Données tirées des rapports d'étape sur le Cadre d'action de Hyogo publiés à l'adresse : [www.preventionweb.net/english/hyogo/progress/?pid:3&pil:1](http://www.preventionweb.net/english/hyogo/progress/?pid:3&pil:1).  
StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933158737>

#### 2.16. Politiques nationales de gestion des risques des pays de l'OCDE

	Le risque dans la planification des politiques nationales – prise en compte des risques dans :					Évaluation des risques				Plans financiers d'urgence		Alerte précoce			Éducation et formation
	Les décisions relatives à la planification et à l'investissement public	Les plans nationaux de développement	Les stratégies et plans sectoriels	Les politiques, stratégies et plans d'urgence en matière de défense civile	L'occupation des sols et la promotion immobilière	Évaluation nationale du risque	Démarche multilatérale	Démarche à l'échelle de l'ensemble de l'administration	Prise en compte des risques futurs probables dans les évaluations	Fonds nationaux de prévoyance et d'intervention	Obligations catastrophes et autres instruments du marché financier	Les zones à risque reçoivent des alertes rapides et compréhensibles	Les alertes donnent lieu à des réponses efficaces	Des systèmes et protocoles de communication sont utilisés et appliqués	Les campagnes publiques menées dans les zones à risque incluent les risques de catastrophe
Allemagne	●	○	○	○	○	●	○	..	○	○	○	●	●	●	●
Australie	●	●	●	●	●	●	●	..	●	●	●	●	●	●	●
Canada	..	..	..	..	..	●	●	●	..	○	●	●	●	●	●
Chili	●	●	●	●	●	..	○	..	○	●	●	●	●	●	●
Corée	●	●	●	○	●	..	●	..	●	●	●	●	●	●	●
États-Unis	●	○	●	●	●	●	●	●	●	●	●	○	●	●	●
Finlande	●	●	●	●	●	..	○	..	●	○	●	●	●	●	●
France	●	○	●	●	●	●	○	●	○	○	●	●	●	●	●
Grèce	●	●	●	●	●	..	○	..	●	○	●	●	●	●	●
Hongrie	●	●	●	●	●	●	○	●	●	○	●	●	●	●	●
Italie	●	●	●	●	○	..	●	..	●	○	●	●	●	●	●
Japon	●	●	●	○	●	..	●	..	○	●	●	●	●	●	●
Mexique	●	●	●	●	●	●	●	..	○	●	●	●	●	●	●
Norvège	●	○	●	●	●	●	●	○	●	○	●	●	●	●	●
Nouvelle-Zélande	●	○	●	●	●	●	●	..	●	○	●	●	●	●	●
Pays-Bas	●	○	●	●	●	●	●	●	●	○	●	●	●	●	●
Pologne	●	●	●	●	○	..	○	..	○	●	●	●	●	●	..
Portugal	..	●	●	●	○	..	●	..	●	○	○	○	○	●	●
Rép. tchèque	●	●	●	○	○	..	●	..	○	○	●	●	●	●	●
Royaume-Uni	●	○	●	●	○	●	●	●	●	○	●	●	●	●	●
Slovénie	●	●	●	●	●	..	●	..	●	○	●	●	●	●	●
Suède	●	●	●	○	●	●	●	●	●	○	●	●	●	●	●
Suisse	●	●	●	●	●	●	●	●	○	●	●	●	●	●	●
Turquie	●	●	●	●	●	●	○	..	○	○	●	○	●	●	●
Brésil	●	●	○	●	●	..	○	..	●	○	●	○	○	●	●
Chine	●	●	●	●	○	..	●	..	●	○	●	●	●	●	●
Égypte	●	○	○	●	○	..	●	..	○	●	●	●	●	●	●
Inde	●	●	●	●	●	..	●	..	●	○	●	●	●	●	●
Total OCDE															
● Oui	22	16	22	18	17	14	16	8	15	22	8	23	21	23	23
○ Non	0	7	1	6	6	0	8	1	8	2	16	1	3	1	0

Source : Données extraites des rapports d'étape sur le Cadre d'action de Hyogo publiés à l'adresse : [www.preventionweb.net/english/hyogo/progress/?pid:3&pil:1](http://www.preventionweb.net/english/hyogo/progress/?pid:3&pil:1).  
StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933158742>



Extrait de :  
**Government at a Glance 2013**

Accéder à cette publication :  
[https://doi.org/10.1787/gov\\_glance-2013-en](https://doi.org/10.1787/gov_glance-2013-en)

**Merci de citer ce chapitre comme suit :**

OCDE (2015), « La gestion des risques », dans *Government at a Glance 2013*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: [https://doi.org/10.1787/gov\\_glance-2013-10-fr](https://doi.org/10.1787/gov_glance-2013-10-fr)

Ce document, ainsi que les données et cartes qu'il peut comprendre, sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région. Des extraits de publications sont susceptibles de faire l'objet d'avertissements supplémentaires, qui sont inclus dans la version complète de la publication, disponible sous le lien fourni à cet effet.

L'utilisation de ce contenu, qu'il soit numérique ou imprimé, est régie par les conditions d'utilisation suivantes :  
<http://www.oecd.org/fr/conditionsdutilisation>.